



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1988 - 1er juin 1995 - 3 F

D 1988 **COLOMBIE** : LES IRRÉDUCTIBLES DE LA GUÉRILLA

Négociations annoncées, avortées, ré-annoncées : le feuilleton guérilla-gouvernement est sans fin (cf. DIAL D 1942). Le 12 février 1995, le groupe des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) se déclarait disposé à des rencontres avec le gouvernement "au plus haut niveau". De leur côté, les groupes de l'Armée de libération nationale (ELN) et de la dissidence Armée populaire de libération (EPL) disaient la même chose mais ne donnaient aucun signe crédible en ce sens. Le 27 février, une commission internationale de médiation, exigée par les FARC, déclarait forfait. La veille, le 26, l'ELN provoquait un grave incident militaire sur la frontière avec le Venezuela.

Analyse ci-dessous de **Utopías** d'avril 1995.

Note DIAL

PARLONS-NOUS SÉRIEUSEMENT DE PAIX ?

par Fernando Torres Pedroza

Le non respect de la part des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) de l'engagement de remise en liberté de deux ingénieurs suédois, Danny Aplegate et Bertil Tyrvong, séquestrés depuis le 14 décembre 1994, pose plusieurs questions.

Les deux ingénieurs séquestrés travaillent dans la société suédoise Skanka qui, avec l'entreprise colombienne Conciviles, construit le barrage hydroélectrique Urrá I. L'affaire n'aurait été qu'une séquestration de plus parmi toutes celles qui se produisent quotidiennement dans le pays dans un but de rançon, mais la pression internationale a obligé (?) les FARC à présenter ce cas à l'opinion publique comme relevant de la politique et de l'écologie, sous prétexte des dommages causés à l'environnement par le projet Urrá I.

Après avoir exigé la publication d'un communiqué et la présence d'une commission de haut niveau (constituée de représentants de Pax Christi-Hollande, de la Croix-Rouge internationale et de l'ambassade de Suède, ainsi que des évêques de Montería et de Montelíbano) comme conditions de leur libération des otages, ce qui a été effectivement respecté, la commission s'est installée à Montería le 27 février 1995 et a attendu pendant sept jours la libération annoncée.

Celle-ci n'a pas eu lieu car les FARC ont imposé une nouvelle condition, la démilitarisation de la zone. Les déclarations de Liduine Zumpolle, de Pax Christi, au sortir du pays après l'échec de la médiation, ont été éloquentes : "*Nous estimons que les FARC font un jeu politique, un jeu sale. Ils ne font pas les choses de façon sincère et transparente.*"

Ituango

Comment interpréter autrement ce qui s'est passé? Comment accepter que la libération n'ait pas pu s'effectuer en raison de la pression de l'armée gouvernementale, alors que quelques jours plus tard, le 6 mars, 500 guérilleros des

FARC ont occupé et mis à feu et à sang, pendant vingt-quatre heures, la commune d'Ituango dans l'Antioquia; et après s'être déplacés comme "maître chez lui", ils ont emmené prisonniers le maire et le chargé d'affaires, en une démonstration évidente que la présence de l'armée ne les inquiète pas le moins du monde?

Plus encore, dans la volonté de tirer profit de la situation, comment justifier la bassesse politique consistant à réunir une commission de haut niveau international pour la laisser repartir sans rien dans les mains, au risque pour les FARC d'apparaître comme "ne jouant pas proprement" et de servir sur un plateau un argument supplémentaire aux adeptes forcenés de la guerre?

La prise d'Ituango a montré avec évidence le non respect des droits humains de la population civile, sans défense devant la violence d'une opération qui, en plus des victimes innocentes, a détruit une bonne partie du village. Comment peut-on encore parler de respect des normes du droit humanitaire inscrites dans le protocole II de Genève?

Carabaro

Le 26 février une attaque était lancée contre la base militaire vénézuélienne de Carabaro. Le Front Domingo Laín de l'Armée de libération nationale (ELN) a revendiqué l'opération, en précisant qu'elle n'avait été menée avec aucune autre organisation de guérilla. Il a justifié son opération par les mauvais traitements infligés par cette unité militaire vénézuélienne aux Colombiens de la zone frontalière. Le bilan connu des victimes a été de huit soldats tués, quatre blessés et quatre disparus. Les guérilleros ont également affirmé dans leur communiqué qu'ils n'avaient pas pris d'otages lors de l'attaque, ni n'avaient torturé ou égorgé les soldats comme les médias vénézuéliens l'avaient montré.

Ce cas révèle l'intention évidente d'internationaliser notre conflit intérieur, en misant sur la susceptibilité nationaliste actuellement à la mode dans certains pays latino-américains. Il est très difficile d'accepter que la guérilla prenne au sérieux l'argument selon lequel des opérations de ce type puissent faire cesser des mauvais traitements - largement connus depuis longtemps - dont sont victimes les Colombiens de la zone frontalière avec le Venezuela. Effectivement, ce que montre cette opération ce n'est pas un intérêt pour les souffrances d'une population civile (en l'occurrence un bon millier de Colombiens maltraités et expulsés du territoire vénézuélien) mais les intérêts politiques qui peuvent en être tirés.

Des intérêts politiques que l'Armée de libération nationale (ELN) semble disposée à obtenir en dressant un ennemi de plus contre le gouvernement colombien, en application du dicton populaire : "Les ennemis de mes ennemis sont mes amis". Ce serait une façon de se mettre en position de force, dans l'éventualité d'un dialogue avec le gouvernement, indépendamment de toute considération humanitaire. Il ne semblerait cependant pas que l'EZLN soit disposée à faire le jeu des faux nationalismes, lesquels sont avides, des deux côtés de la frontière, de monter un spectacle identique à la récente guerre entre l'Équateur et le Pérou. Des nationalismes évidemment mus par des ressorts politiques et par des intérêts économiques qui vont, comme un anneau au doigt, dans le sens du projet politique nord-américain de vendre une issue militaire au problème du trafic de stupéfiants, en vertu de l'argument que la corruption, les trafiquants et les guérillas sont plus puissants que les États.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441